

Une rentrée scolaire sous le feu des critiques



Édouard Geffray, ministre de l'Éducation a tenu la traditionnelle conférence de rentrée dans le lycée Parisien Arago ce mardi.

PHOTO AFP

ÉDUCATION

La rentrée scolaire approche et, avant elle, s'est tenue la traditionnelle conférence de presse du ministre de l'Éducation. C'est dans un lycée parisien qu'Édouard Geffray, ministre actuel, a énoncé ce mardi les nouveautés attendues pour cette année.

Il n'y aura pas de réforme Geffray. » Ce mardi, ce n'est pas rue de Grenelle qu'Édouard Geffray, ministre de l'Éducation, a tenu la traditionnelle conférence de rentrée, mais dans la cour du lycée Arago dans Paris. À quelques mois de la présidentielle, le ministre en poste depuis 10 mois, a affirmé sa volonté d'en finir avec « *l'annualité des mesures qui limite les perspectives* » et a déclaré que l'Éducation

nationale a besoin « *d'un cap* » et « *non d'une réforme de plus* ». Devant un parterre de journalistes, le haut fonctionnaire a énoncé ses quatre priorités pour cette année scolaire : instruire, protéger, unir et prévoir.

2 500 mots de vocabulaire en maternelle

Rappelant les inégalités scolaires qui se creusent au sein de l'éducation nationale, le ministre a insisté sur la nécessité de la maîtrise de la langue. « *L'objectif est 2 500 mots de vocabulaire acquis à la fin de la maternelle [...] si on y parvient nous aurons réduit drastiquement les inégalités scolaires liées aux inégalités sociales* », affirme le haut fonctionnaire.

Un objectif dont il n'a précisé aucun des contours ou des ressources déployées. Alors que les syndicats du premier degré, comme la FSU-Snuipp, la CGT ou Sud'Action, craignent une rentrée difficile à cause d'un manque de moyens humains en maternelle et en primaire.

Une lutte contre les inégalités qu'il souhaite également mener en « *aidant les personnes en difficulté et en cultivant l'excellence* ». Le ministre a donc annoncé un accompagnement renforcé pour tous les collèges dont plus de 40% des élèves obtiennent moins de 8/20 en français et en mathématiques au brevet. « *Toutes les demandes de formations éducatives y seront systématiquement satisfaites* », a-t-il promis.

L'organisation de la première édition d'un concours général des collèges a aussi été annoncée. Une mesure présentée par le ministre comme un moyen de « *cultiver l'excellence* ». Chaque collège pourra s'y inscrire, tant qu'il présente autant de garçons que de filles.

Édouard Geffray, qui a fait de la maîtrise de la grammaire et de la syntaxe son cheval de bataille a également promis la publication le 10 septembre d'un « *barème précis* » sur le niveau de langue attendu pour les épreuves du baccalauréat. Cette publication devrait permettre à chaque élève de se préparer aux épreuves avec des bases communes.

Dans sa volonté d'unir « *dans une société fracturée* », le ministre a également annoncé l'obligation d'une « *cérémonie commémorative* » annuelle d'hommage à tous les « *morts pour la France* » autour du 11 novembre pour tous les élèves du CM1 à la Terminale. « *Parce qu'il*

faut que nous sachions d'où nous venons pour savoir où nous allons
», estime-t-il.

Lutte contre les violences sexuelles

Le sujet des violences sexuelles envers les enfants a aussi été évoqué avec le déploiement d'un questionnaire pour tous les élèves, de la maternelle à la terminale avec la possibilité de laisser leur nom et prénom s'ils souhaitent être aidés. « *Nous avons un devoir de libérer la parole. Chaque élève de France pourra s'exprimer sur les violences dont il aurait pu être victime* », ajoute-t-il.

Il a également confirmé l'interdiction des téléphones portables dans tous les collèges et lycées de France. La solution, pour le haut fonctionnaire, de protéger les enfants des dangers des écrans et des contenus qui alimenteraient les stéréotypes de genre sur les réseaux sociaux. Le ministre précise toutefois qu'il y aura quelques semaines pour que les établissements adaptent leur règlement intérieur, tout en affirmant « *qu'aucun argument sérieux ne permet de soutenir qu'un écran est indispensable en cours* ».

Une mesure que le syndicat national des enseignements de second degré (SNES FSU) dénonce comme hypocrite dans un communiqué de presse publié mercredi. Pour l'organisation, il s'agit d'« *un discours à peu près inopérant sur les dangers de la surexposition aux écrans* » et prône bien plutôt « *une politique de prévention visant à éviter une utilisation excessive du numérique y compris par et pour l'École* ». Ils pointent également du doigt la difficulté de mettre aussi rapidement en place cette interdiction.

Eva Janus

« Nous avons un devoir de libérer la parole. Chaque élève de France pourra s'exprimer sur les violences dont il aurait pu être victime »

Edouard Geffray, ministre de l'Education

